

# **DÉLIBÉRATION**

## **Conseil d'administration**

### **Séance du 8 octobre 2024**

**Délibération**

**n° 150-2024**

**Point 3.2**

**Point 3.2 de l'ordre du jour**

**Budget du niveau 1 aux niveaux 2 - 2025**

#### **EXPOSE DES MOTIFS :**

La dotation du niveau 1 aux niveaux 2 est la deuxième étape de la procédure budgétaire. Cette phase a pour objet de répartir les moyens affectés à l'université entre le budget central, dédié aux fonctions transverses, et les entités de niveaux 2. Elle traduit concrètement les dispositions arrêtées par le Conseil d'administration du 25 juin 2024 à l'occasion du débat d'orientation budgétaire.

Concrètement, cette étape intermédiaire consiste à évaluer l'ensemble des ressources dont bénéficie l'établissement et d'en proposer la répartition entre les différentes missions de l'université.

En matière de ressources, ce projet de budget N1-N2 est établi sur la base d'une reconduction des dotations de l'Etat notifiées en 2024. Ces dotations sont en augmentation de 2,5 M€ par rapport au N1-N2 précédent. La prévision de dotation de masse salariale (hors COMP) progresse de 3,3 M€ compte-tenu de la compensation par l'Etat de seulement la moitié de l'augmentation de la masse salariale découlant des hausses du point d'indice de juillet 2023 et de janvier 2024. La dernière tranche du Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performances 2023-2025 est ajoutée pour 1,78 M€. Enfin, les autres recettes de niveau central sont programmées en hausse de 3,5 M€ dont 0,9 M€ au titre des ressources propres et 2,6 M€ au titre des frais environnés.

En matière de dépenses, la construction budgétaire est basée sur la reconduction des dotations centrales aux composantes de formation, aux unités de recherche et aux services communs et centraux. La réserve de précaution est également reconduite pour développer le soutien à des actions de solidarité au service de la stratégie de l'établissement.

La masse salariale programmée au N1-N2 de 2025 se monte à 361,3 M€, en hausse de 9,4 M€ par rapport à l'an passé. Elle tient compte des différentes mesures salariales partiellement financées et d'un GVT évalué à 1,8 M€ supporté intégralement par l'établissement.

Les moyens alloués à la politique immobilière sont réduits de 5,4 M€ par rapport au dernier projet de budget N1-N2 sous l'effet de la baisse projetée de la dépense de fluides de 5,5 M€. Les autres moyens dédiés à l'immobilier sont augmentés de 0,2 M€, tout comme l'enveloppe relative à l'entretien locatif des bâtiments de formation et de recherche (+ 0,3 M€). Enfin, des dotations complémentaires sont allouées pour la sûreté et la vidéoprotection ainsi que pour le numérique (0,2 M€).

L'amortissement net est projeté à un niveau équivalent à celui de 2024 (11,5 M€) et le provisionnement net des passifs sociaux à 0,4 M€.

A cette deuxième étape de la construction du budget, les recettes centrales sont prévues à hauteur de 448,6 M€ pour des dépenses de fonctionnement de 464,8 M€. L'allocation interne des moyens est ainsi en déséquilibre de 16,2 M€ en fonctionnement, principalement du fait du besoin de financement de la masse salariale, des fluides et des autres dépenses contraintes. Le montant des éléments de CAF dégagés à ce stade représente 11,9 M€ et permet de financer 8,1 M€ d'investissement, ce qui porte le recours prévisionnel au fonds de roulement à 12,4 M€.

#### N1N2 2025

Dépenses de fonctionnement (hors amort)	53 641 900
Dépenses de personnel	361 315 149
Amortissements et provisions	49 830 000
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>464 787 049</b>
Recettes de fonctionnement	410 656 435
Financements amortissements et reprises provisions	37 930 000
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>448 586 435</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>-16 200 614</b>
<i>dont impact du N1-N2 sur le résultat</i>	<i>-16 200 614</i>
<i>dont reprise de recettes gagées en année antérieure</i>	<i>0</i>
Eléments de CAF	11 900 000
Dépenses d'investissement	8 092 232
<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>-12 392 846</b>

**Résultat du vote :**

Nombre de membres en exercice	37
Nombre de votants	31
Nombre de voix pour	26
Nombre de voix contre	0
Nombre d'abstentions	5
Ne participe pas au vote	0

**Délibération :**

Le Conseil d'administration de l'Université de Strasbourg approuve l'ensemble des éléments ci-dessus décrits.

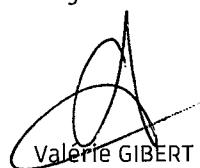
**Destinataires :**

- Madame la Rectrice déléguée pour l'enseignement supérieur et de la recherche
- Direction générale des services
- Direction des finances
- Agence comptable

La présente délibération du Conseil d'administration et ses éventuelles annexes sont publiées sur le site internet de l'Université de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 10 octobre 2024

La Directrice générale des services



Valérie GIBERT

# Note de l'Ordonnateur

## Budget N1-N2/2025

---

Le projet de budget du niveau 1 aux niveaux 2 (N1-N2) est un document qui permet de répartir, au sein de l'université, les dotations Etat (de masse salariale et de fonctionnement), les ressources centrales de l'établissement et les contributions aux frais environnés de l'ensemble des unités de recherche, des composantes de formation et des services communs et centraux.

Il s'agit de la deuxième étape de préparation du budget initial, qui traduit les décisions de la Lettre d'Orientation Budgétaire. Ce projet sera ensuite soumis au vote des membres du Conseil d'administration en décembre, une fois agrégés les budgets initiaux des entités de niveau 2 (composantes, unités de recherche, services centraux, service communs). Le projet de budget N1-N2 est donc un acte préparatoire, qui permet aux élu.e.s du Conseil d'administration d'apprécier dans quelle mesure les ressources de niveau central permettent de couvrir les dépenses nécessaires à la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'établissement. C'est sur ce socle que les entités de niveau 2 construiront leurs budgets initiaux, en consolidant l'ensemble de leurs ressources propres et de leurs dépenses. Comme les années précédentes, le projet de budget N1-N2 est présenté autour des **5 objectifs stratégiques de l'université en dépenses** : une formation créative, une recherche créative, une université internationale, une université de la confiance et une université de service public.

La construction du budget du niveau 1 aux niveaux 2 pour 2025 est établie sur l'hypothèse d'une **reconduction des dotations de l'Etat** notifiées en 2024. Ces dotations sont prévues en augmentation de près de 2,5 M€ par rapport au N1-N2 précédent.

La prévision de dotation de masse salariale (hors COMP) progresse de 3,3 M€ mais la comparaison avec 2024 est rendue délicate par le financement partiel des mesures salariales. En effet, la prudence qui guide la construction budgétaire de l'établissement conduit à reconduire la **compensation par l'Etat de seulement la moitié** de l'augmentation de la masse salariale découlant **des hausses du point d'indice de juillet 2023 et de janvier 2024**. Rappelons qu'en 2024, le N1-N2 partait de l'hypothèse d'une compensation totale des mesures salariales (comme en 2022) et que seuls 50 % ont été obtenus. Le **besoin de financement lié de 3,4 M€** a conduit à déséquilibrer davantage le budget initial 2024. La prévision 2025 intègre également l'extension en année pleine des mesures portées par la LPR (création et revalorisation des contrats doctoraux, création de chaires de professeur junior).

La dernière tranche de financement du **Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performances 2023-2025** (notifiée en masse salariale) est inscrite pour 1,78 M€ (contre 2,67 M€ pour la tranche 2024), la baisse de 0,89 M€ résultant de l'allocation dégressive de ces moyens. On relève que ce versement est conditionné à la réalisation des objectifs fixés dans le cadre des projets présentés dans le COMP.

Enfin, une relative stabilité de la dotation de fonctionnement est prévue (+78 k€) et le transfert d'une enveloppe dédiée à la vie étudiante de la dotation socle vers les actions spécifiques est intégré.

Les autres recettes de niveau central sont évaluées en hausse de 3,5 M€ dont 0,9 M€ au titre des ressources propres. En effet, des droits d'inscription des étudiants extra-communautaires sont inscrits pour 1 M€, la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) est prévue en augmentation de 0,1 M€ ainsi que différentes facturations de frais d'infrastructure, de locations, de prestations du datacentre et de mises à disposition de personnels pour 0,6 M€. A l'inverse, le préciput versé par l'ANR est révisé à la baisse, la projection 2024 n'étant pas atteinte, ainsi que le solde Idex destiné aux actions structurantes de recherche et de formation (-0,8 M€ au total).

Les frais environnés programmés progressent de manière importante (+2,6 M€). Cette hausse résulte principalement de l'évolution du taux de retour en central de l'enveloppe Idex-ITI qui passe à 20 %. La contribution aux frais environnés des ITI (calquée sur celle des anciens Labex lors de la première phase) est désormais alignée sur celle des leviers et conduit à un abondement complémentaire du N1-N2 de 1,7 M€. Le prélèvement sur les ressources propres de la formation est également révisé à la hausse (+0,9 M€) compte-tenu de l'évolution des recettes et du passage de 19 à 20 % des frais sur les revenus des formations en apprentissage.

Conformément à la LOB, les **dotations centrales aux composantes de formation, aux unités de recherche et aux services communs et centraux sont stabilisées** malgré le poids croissant de la masse salariale. La **réserve de précaution** abondée par les composantes **est également reconduite** pour développer le soutien à des actions de solidarité au service de la stratégie de l'établissement.

La **masse salariale** programmée au N1-N2 de 2025 se monte à **361,3 M€, en hausse de 9,4 M€** par rapport à l'an passé. La masse salariale des personnels titulaires et contractuels sous plafond Etat, gérée au niveau central, représente 333,2 M€ soit 8,6 M€ de plus qu'au N1-N2 précédent. Cette évaluation tient compte des différentes mesures salariales ainsi que d'un **GVT évalué à 1,8 M€** supporté intégralement par l'établissement.

Les heures d'enseignement financées par le niveau central, sous forme d'heures complémentaires, de référentiel et de missions complémentaires, représentent 10,2 M€. Le droit de tirage en heures complémentaires dans les diplômes nationaux est réduit de 0,3 M€ en lien avec la non dotation en heures des formations à faible effectif (évalué à 5 995 HETD). A l'inverse, les heures et le référentiel financés sur les moyens spécifiques à la réforme de la formation à l'Inspé et à la mise en œuvre de la CPES progressent de 0,3 M€.

La masse salariale des contrats doctoraux financés par l'Etat progresse de 0,9 M€ en lien avec la création de nouveaux contrats et la revalorisation salariale de toutes les cohortes.

Le **besoin de financement de la masse salariale couvert par l'établissement** représente ainsi près de **12 M€** contre 6,3 M€ au N1-N2 de 2024. La progression étant essentiellement liée au financement partiel de l'augmentation du point d'indice de 2023, des mesures bas salaire et de l'attribution de 5 points supplémentaires en 2024 (3,4 M€) et à l'absence de financement du GVT. Le poids de la masse salariale sur les fonds propres de l'établissement est croissant depuis 2022, les financements fléchés sur projet sont abondants mais ne contribuent que trop marginalement au fonctionnement général.

Les moyens alloués à la **politique immobilière** sont réduits de 5,4 M€ par rapport au dernier projet de budget N1-N2 sous l'effet de la **baisse projetée de la dépense de fluides de 5,5 M€**. Constatée à hauteur de 29,3 M€ au compte financier 2023, projetée à 18,6 M€ au budget rectificatif 2024, la dépense énergétique est évaluée à 15,5 M€ pour 2025. Les autres moyens dédiés aux contrats de maintenance, à la prévention des risques et aux déménagements sont augmentés (+0,2 M€). Par ailleurs, l'enveloppe dédiée à l'entretien locatif des bâtiments de formation et de recherche est revalorisée de 0,3 M€. Enfin, concernant les dépenses des services, des dotations complémentaires sont allouées pour la sûreté et la vidéoprotection ainsi que pour le numérique (0,2 M€).

La charge d'**amortissement net** des travaux et des équipements autofinancés est prévue à un niveau équivalent à celui du N1-N2 de 2024 (11,5 M€) et les **provisions pour passifs sociaux**, qui pèsent également sur le résultat, sont inscrites pour un montant net de 0,4 M€.

Cette allocation interne des moyens aboutit à un **déséquilibre de fonctionnement négatif conséquent, se montant à 16,2 M€**. Les dépenses d'investissement étant programmées pour un montant de 8,1 M€, en deçà des 11,9 M€ d'amortissement et de provisionnement net, le **recours prévisionnel au fonds de roulement** à cette étape de la construction du budget se monte à **12,4 M€** et il est atténué par rapport à 2024. La situation financière de l'établissement reste donc préoccupante, ce d'autant que le contexte national fait craindre des baisses de financement non évaluables à ce jour et que les recettes de l'établissement (frais d'inscription pour l'essentiel) ne peuvent pas augmenter sensiblement.

Depuis 2022, dernière année où l'établissement a construit une allocation interne des moyens à l'équilibre, le poids de la masse salariale centrale sur les fonds propres s'est accru de 7,5 M€ et celui des fluides de 5,2 M€, causes principales du déséquilibre projeté pour 2025. La hausse des autres dotations allouées par le niveau central est équivalente à celle des ressources (5,6 M€).

# Budget 2025

## PREVISIONS DE RESSOURCES DE NIVEAU 1

DOTATION GLOBALE ETAT	Exécution 2022	Exécution 2023	Budget 2024	Budget 2025
<b>Dotation masse salariale</b>	<b>323 814 192</b>	<b>343 150 616</b>	<b>342 499 874</b>	<b>344 904 321</b>
<b>Masses salariales</b>	<b>320 647 601</b>	<b>335 957 409</b>	<b>338 190 336</b>	<b>341 517 464</b>
Masse salariale (dont contrats doctoraux) - socle n-1	315 084 677	317 794 866	323 688 953	330 616 410
Variation d'emplois	-327 652	-176 293		
Loi ORE - GEA Séleststat	80 000			
Contrats doctoraux fléchés	-48 714	-66 483		
LPR - Création de contrats doctoraux	208 599	290 136		
LPR - Revalorisation des contrats doctoraux	237 526	851 655		
LPR - Chaires de Professeurs Juniors	73 333	296 884		
LPR - Classement jeunes chercheurs, reclassement EC	157 279	-9 557		
LPR - Refonte indemnitaire EC, second degré et HU	1 654 720	2 920 520		
LPR - Repyramide EC et second degré		52 409		
LPR - Refonte indemnitaire, repyramide BIATSS	392 735	548 408		
Compensation PPCR	72 198			
Réforme des études de santé - envel. effectifs étudiants	929 338			
Crise sanitaire COVID 19 - recrutement psychologues	43 020			
Revalorisation indiciaire et indemnitaire filière administrative	802 032			
DSG 2022 - Moyens STAPS	180 000			
DSG2 2022 - rééquilibrage	300 000	300 000		
Protection sociale complémentaire	537 414	537 414		
Réforme des services de santé étudiante		115 043		
Augmentation du point d'indice juillet 2022		10 076 883	10 076 883	
Augmentation du point d'indice juillet 2023 (AS 2023)		1 781 673	4 424 500	3 422 997
Réforme de la formation initiale en INSPE	271 096	464 613		376 120
But - aide à la 3ème année		179 238		263 689
Révision personnel de santé 2023 (EAP)				200 241
Autres variations d'emploi				30 002
LPR 2023 & 2024 - Création Contrats Doctoraux (EAP)				537 186
LPR 2023 & 2024 - Revalorisation CD				934 008
LPR 2025 - Revalorisation CD				623 700
Contrats doctoraux fléchés				-100 101
LPR 2023 & 2024 - Chaires de Professeurs Juniors (EAP)				406 143
LPR 2023 & 2024 - Classement des jeunes chercheurs				127 204
LPR 2023 & 2024 - Refonte indemnitaire (PUPH)				174 287
LPR 2023 & 2024 - Refonte indemnitaire (EC et ens second degré)				2 884 825
LPR 2023 & 2024 - Repyramide (EC et ens second degré)				96 624
LPR 2022 & 2023 - Repyramide ITRF				368 867
LPR 2023 & 2024 - Revalorisation indemnitaire ITRF et bibliothèque				213 728
Réforme Santé - R2C transformation pédagogique				341 534
<b>Actions spécifiques</b>	<b>3 166 591</b>	<b>7 193 207</b>	<b>4 309 538</b>	<b>3 386 857</b>
Compensation décharges service d'enseignement IU	176 720	222 751	217 151	201 407
Compensation PEDR IU	100 375	109 000	106 750	99 250
Prolongation des CD, ATER et post doc suite Covid	572 156	41 376		
Indemnités de fonction CNU	100 000	101 828	100 000	100 000
Dispositif apprentissage	236 333	207 678	200 000	200 000
Réforme Santé - R2C transformation pédagogique	341 534	341 534	125 304	0
LPR - CRCT	70 000	100 000	100 000	80 000
LPR 2023 - indemnité différentielle 2 SMICS	118 242	64 990		
LPR 2023 - Reclassement des jeunes chercheurs	419 896	102 057		
Indemnité inflation	317 800			
Egalité des chances PPPE	18 333	47 500	47 500	90 000
Egalité des chances CPES		100 000	100 000	200 000
Places supplémentaires dispositif PAREO		6 000		2 000
Indemnité directeur d'INSPÉ	10 500	7 500	7 500	9 000
GIP IFI - soutien pour un poste de MCF	27 833	111 333	111 333	167 000
Subvention Labo U MESRI	656 869	660 647	524 000	458 200
LPR 2023 - Reclassement des EC - solde pour l'impact 21-27		178 571		
LPR 2023 - Repyramide ITRF (provision IGE+IGR)		67 028		
LPR 2023 - RIPEC C1 professions libérales 2022		59 258		
Révision 2022-2023 personnel de santé		214 156		
Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performances 2023-2025		4 450 000	2 670 000	1 780 000
<b>Dotation de fonctionnement</b>	<b>35 348 463</b>	<b>37 688 590</b>	<b>31 522 744</b>	<b>31 600 375</b>
<b>Fonctionnement Sympa net et enveloppe négociée</b>	<b>27 380 247</b>	<b>27 393 692</b>	<b>27 393 692</b>	<b>26 707 180</b>
Dot <sup>e</sup> Sympa nette + env négociée + action sociale	27 753 586	26 766 267	26 766 267	26 766 267
Moyens aux laboratoires socles	298 879	599 686	599 686	599 686
Contrat de vie étudiante (culture, santé sport)		686 512	686 512	0
ABES Elsevier	-672 218	-658 773	-658 773	-658 773
<b>Compensation des exonérations de droits d'inscription</b>	<b>2 900 483</b>	<b>2 821 987</b>	<b>3 060 891</b>	<b>2 821 987</b>
Exonération droits d'inscription	2 751 767	2 581 247	2 820 151	2 673 271
Exonération des DI stagiaires ESPE	148 716	148 716	148 716	148 716
Exonération des DI étudiants boursiers IEP		92 024	92 024	0
<b>Actions spécifiques</b>	<b>5 067 733</b>	<b>7 472 911</b>	<b>1 068 161</b>	<b>2 071 208</b>
Contrat de vie étudiante (culture, santé sport)				686 512
Concours ITRF	10 356	9 650	9 650	10 000
Crédits fonctionnement IU	356 250	390 000	382 500	337 500
Remb. frais de déplacement CNU	92 119	56 742	100 000	100 000
URFIST	80 000	80 000	80 000	80 000
Bibliothèques ouvertes	76 611	76 611	76 611	76 608
Accompagnement étudiants handicapés	357 000	277 000	105 000	300 000
Dispositif apprentissage (frais formation)	55 623	217 506	55 000	175 000
LPR - Dotation au démarrage jeunes chercheurs	335 400	259 400	259 400	305 588
LPR - Moyens aux laboratoires		54 142		
Soutien ministère - surcoût énergétique	3 704 374	6 051 860		
<b>Total dotation Etat</b>	<b>359 162 655</b>	<b>380 839 206</b>	<b>374 022 618</b>	<b>376 504 696</b>

## Budget 2025

### PREVISIONS DE RESSOURCES DE NIVEAU 1

<b>RECETTES PROPRES</b>	<b>Exécution 2022</b>	<b>Exécution 2023</b>	<b>Budget 2024</b>	<b>Budget 2025</b>
<b>Droits d'inscription</b>	<b>10 082 476</b>	<b>11 375 547</b>	<b>11 670 000</b>	<b>12 800 000</b>
Droits de base d'inscription universitaires	6 510 190	6 669 809	6 900 000	6 900 000
Droits des extra UE (non exonérés)	0	0	0	1 000 000
Droits des bibliothèques	1 128 449	1 115 574	1 200 000	1 200 000
CVEC	2 443 837	3 590 164	3 570 000	3 700 000
<b>Autres produits</b>	<b>4 022 002</b>	<b>5 078 745</b>	<b>5 306 149</b>	<b>5 878 239</b>
Refacturation de frais d'infrastructure	525 459	746 632	950 000	1 250 000
Locations de salles / Redevances sur distrib automatiques	116 680	294 551	180 000	240 000
Prestations de service DC (reversées Dnum)	192 058	383 977	329 039	426 129
Echanges, décharges services, MAD, ORV (subro & autres)	2 058 547	2 436 112	2 600 000	2 700 000
Ventes Cartes Pass Campus perdues	13 400	17 900	18 000	18 000
Produits du prélèvement partenaires extérieurs	969 406	1 051 669	1 100 000	1 100 000
Participation HUS à la documentation électronique	137 341	138 766	120 000	135 000
UHA Enquête insertion professionnelle	9 110	9 138	9 110	9 110
<b>Autres Subventions</b>	<b>2 756 583</b>	<b>3 002 365</b>	<b>2 798 700</b>	<b>1 954 000</b>
Collectivités territoriales	66 767	58 500	68 700	58 000
Subventions Collectivités Carte culture	66 767	58 500	68 700	58 000
<b>Etat : autres subventions</b>	<b>1 675 173</b>	<b>1 904 668</b>	<b>2 066 000</b>	<b>1 866 000</b>
Préciput ANR	1 609 232	1 818 625	2 000 000	1 800 000
Subvention Médecine du travail	27 441	47 543	27 500	27 500
Subvention DRAC Carte culture	38 500	38 500	38 500	38 500
<b>Autres Subventions</b>	<b>1 014 644</b>	<b>1 039 197</b>	<b>664 000</b>	<b>30 000</b>
Actions structurantes pour projets recherche et formation	1 000 000	1 000 000	634 000	0
Participation divers partenaires Pass Campus	14 644	39 197	30 000	30 000
<b>Total recettes propres</b>	<b>16 861 061</b>	<b>19 456 657</b>	<b>19 774 849</b>	<b>20 632 239</b>
<b>Recettes encaissables</b>	<b>376 023 716</b>	<b>400 295 863</b>	<b>393 797 467</b>	<b>397 136 935</b>
<b>Contribution aux frais environnés</b>	<b>9 996 250</b>	<b>10 571 705</b>	<b>10 900 000</b>	<b>13 519 500</b>
Produits du prélèvement sur ressources propres formation	5 312 326	5 504 124	5 500 000	6 400 000
Produits du prélèvement sur contrats de recherche	969 106	1 144 409	1 200 000	1 200 000
Retour des AOT au niveau central	571 568	726 739	800 000	800 000
Retour frais de gestion IDEX	3 143 249	3 196 434	3 400 000	5 119 500
<b>Produits calculés</b>	<b>34 163 104</b>	<b>39 020 482</b>	<b>34 900 000</b>	<b>37 930 000</b>
Neutralisation des amortissements immeubles affectés	33 954 011	37 500 252	34 900 000	37 500 000
Reprise sur provision passifs sociaux	209 093	1 520 230		430 000
<b>Recettes non encaissables</b>	<b>44 159 354</b>	<b>49 592 187</b>	<b>45 800 000</b>	<b>51 449 500</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>420 183 069</b>	<b>449 888 050</b>	<b>439 597 467</b>	<b>448 586 435</b>

# Budget 2025

## PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2024			Total dotations 2024	Budget 2025			Total dotations 2025
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
<b>Une Formation créative</b>	<b>9 161 619</b>	<b>10 898 914</b>	<b>1 842 900</b>	<b>21 903 433</b>	<b>9 374 116</b>	<b>10 913 679</b>	<b>1 842 900</b>	<b>22 130 695</b>
<b>Dotation composantes</b>	<b>5 181 627</b>		<b>1 300 000</b>	<b>6 481 627</b>	<b>5 380 124</b>		<b>1 300 000</b>	<b>6 680 124</b>
dont Entretien locatif des bâtiments Formation et Recherche	979 783				1 178 280			
<b>Heures d'enseignement</b>								
<b>Heures complémentaires</b>		<b>7 412 264</b>		<b>7 412 264</b>		<b>7 349 529</b>		<b>7 349 529</b>
Droits de tirage		6 712 264				6 394 529		
<b>dont IUT HC</b>		1 283 860				1 283 860		
HC Loi ORE		450 000				450 000		
HC Licence SPS		250 000				250 000		
HC Réforme INSPE						205 000		
HC CPES						50 000		
<b>Référentiel</b>		<b>1 678 150</b>		<b>1 678 150</b>		<b>1 722 650</b>		<b>1 722 650</b>
Référentiel hors soutien ORE		1 418 150				1 418 150		
Référentiel loi ORE (invest pédag. + "oui-si")		220 000				220 000		
Référentiel Réforme de santé		40 000				25 000		
Référentiel Réforme INSPE						53 500		
Référentiel CPES						6 000		
<b>Missions complémentaires</b>	<b>100 000</b>	<b>1 040 000</b>		<b>1 140 000</b>	<b>100 000</b>	<b>1 040 000</b>		<b>1 140 000</b>
<b>Fonctionnement entités spécifiques</b>	<b>544 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>894 000</b>	<b>544 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0</b>	<b>894 000</b>
Ease	500 000				500 000			
SFC		350 000				350 000		
Charte qualité / Service plus	14 000				14 000			
MSA	30 000				30 000			
<b>Fct DES et vacations scol centrale et PIX</b>	<b>35 000</b>	<b>115 000</b>		<b>150 000</b>	<b>35 000</b>	<b>115 000</b>		<b>150 000</b>
<b>Diffusion des savoirs et des musées</b>	<b>122 976</b>	<b>31 500</b>	<b>10 000</b>	<b>164 476</b>	<b>122 976</b>	<b>31 500</b>	<b>10 000</b>	<b>164 476</b>
Politique et gestion des collections	32 148				32 148	32 148		32 148
Planétarium	34 838				34 838	34 838		34 838
Jardin des sciences	55 990	31 500	10 000	97 490	55 990	31 500	10 000	97 490
<b>Culture, sciences en société</b>	<b>27 000</b>	<b>72 000</b>		<b>99 000</b>	<b>27 000</b>	<b>72 000</b>		<b>99 000</b>
<b>Politique documentaire</b>	<b>3 151 016</b>	<b>200 000</b>	<b>32 900</b>	<b>3 383 916</b>	<b>3 165 016</b>	<b>233 000</b>	<b>32 900</b>	<b>3 430 916</b>
Dotation de fonctionnement	3 619 515	200 000	32 900		3 619 515	233 000	32 900	
Dotation pour contribution BNU	183 000				165 000			
Dotation entretien locatif	7 274				7 274			
Dotation désoclée vers l'ABES - licence ELSEVIER	-658 773				-658 773			
Dotation GIS URFIST					32 000			
<b>Appels d'offres exceptionnels</b>			<b>500 000</b>	<b>500 000</b>			<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
<b>Une Recherche créative</b>	<b>6 932 134</b>	<b>14 755 800</b>	<b>700 000</b>	<b>22 387 934</b>	<b>7 332 274</b>	<b>14 956 250</b>	<b>700 000</b>	<b>22 988 524</b>
<b>Soutien à la Recherche</b>	<b>5 329 005</b>		<b>200 000</b>	<b>5 529 005</b>	<b>5 666 345</b>		<b>200 000</b>	<b>5 866 345</b>
dont LPR dotation récurrente	599 686				599 686			
dont LPR démarrage Jeunes chercheurs	259 400				305 588			
dont préciput ANR politique de site					291 152			
<b>Contrats doctoraux</b>		<b>14 727 000</b>		<b>14 727 000</b>		<b>14 915 250</b>		<b>14 915 250</b>
Contrats doctoraux Etat (dont LPR et fléchés)		13 827 000				14 760 000		
Contrats doctoraux ENS		900 000				120 000		
Contrats doctoraux handicap Etablissement						35 250		
<b>Entretien locatif des bâtiments Recherche</b>	<b>1 081 429</b>			<b>1 081 429</b>	<b>1 201 429</b>			<b>1 201 429</b>
Diverses entités	119 429				119 429			
IGBMC - CBI	800 000				920 000			
HUS	62 000				62 000			
CNRS	100 000				100 000			
<b>Soutien à la Valorisation de la Recherche</b>	<b>139 200</b>	<b>28 800</b>		<b>168 000</b>	<b>127 000</b>	<b>41 000</b>		<b>168 000</b>
Service de valorisation	34 200	28 800			22 000	41 000		
Ethologie	105 000				105 000			
<b>AS Crédits fonctionnement IUF</b>	<b>382 500</b>			<b>382 500</b>	<b>337 500</b>			<b>337 500</b>
<b>Soutien à l'investissement</b>			<b>500 000</b>	<b>500 000</b>			<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
<b>Une université internationale</b>	<b>310 097</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>310 097</b>	<b>342 718</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>342 718</b>
<b>Politique internationale (dont franco-allemand)</b>	195 156			<b>195 156</b>	195 156			<b>195 156</b>
<b>MUI</b>	13 500			<b>13 500</b>	13 500			<b>13 500</b>
<b>Maison du Japon : fonct. et entretien locatif</b>	8 441			<b>8 441</b>	8 441			<b>8 441</b>
<b>Dotation GEET et fonct. Campus européen</b>	93 000			<b>93 000</b>	125 621			<b>125 621</b>

# Budget 2025

## PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2024			Total dotations 2024	Budget 2025			Total dotations 2025
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
<b>Une université de la confiance</b>	<b>5 049 581</b>	<b>1 301 000</b>	<b>969 700</b>	<b>7 320 281</b>	<b>4 581 934</b>	<b>1 875 000</b>	<b>577 600</b>	<b>7 034 534</b>
<b>Vie étudiante</b>	<b>1 443 400</b>	<b>1 197 600</b>	<b>962 600</b>	<b>3 603 600</b>	<b>1 583 000</b>	<b>1 771 600</b>	<b>570 500</b>	<b>3 925 100</b>
Mission Vie étudiante	527 300	20 700		548 000	463 000	85 000		548 000
Mission Accueil des étudiants		80 000		80 000		80 000		80 000
Schéma directeur de la vie étudiante	30 000	70 000		100 000	60 000	40 000		100 000
Actions culturelles	51 100	28 900		80 000	70 000	30 000		100 000
Actions culturelles - salle de spectacle La pokop	11 000	85 000		96 000	49 000	81 000		130 000
Carte culture	234 000	100 000		334 000	234 000	100 000		334 000
Médecine préventive des étudiants	42 000	364 000	10 000	416 000	60 000	635 000	21 000	716 000
Service des sports	212 000	238 000	70 000	520 000	235 000	215 000	70 000	520 000
pôle Solidarité	144 000			144 000	124 000	20 000		144 000
Projets transverses et investissements Vie étudiante sur CVEC	74 000		878 000	952 000	150 000	100 000	474 500	724 500
Accompagnement des Etudiants handicapés	10 000	90 400	4 600	105 000	30 000	265 000	5 000	300 000
Espace Avenir	99 000			99 000	99 000			99 000
Entreprenariat étudiant		107 100		107 100		107 100		107 100
Observatoire de l'insertion professionnelle	9 000	13 500		22 500	9 000	13 500		22 500
<b>Politique sociale</b>	<b>1 115 934</b>	<b>103 400</b>	<b>7 100</b>	<b>1 226 434</b>	<b>1 178 934</b>	<b>103 400</b>	<b>7 100</b>	<b>1 289 434</b>
<b>Service d'action sociale</b>	<b>698 934</b>			<b>698 934</b>	<b>761 934</b>			<b>761 934</b>
<i>Dotation et Infrastructure SPACS</i>	163 234				163 234			
<i>Participation aux dépenses d'actions sociale</i>	115 700				115 700			
<i>Restauration sociale</i>	420 000				483 000			
<b>Recrutement des enseignants</b>	<b>45 000</b>			<b>45 000</b>	<b>45 000</b>			<b>45 000</b>
<b>Formation continue BIATSS et EC</b>	<b>342 000</b>	<b>68 400</b>		<b>410 400</b>	<b>342 000</b>	<b>68 400</b>		<b>410 400</b>
<b>Concours ITRF</b>	<b>15 000</b>	<b>20 000</b>		<b>35 000</b>	<b>15 000</b>	<b>20 000</b>		<b>35 000</b>
<b>Medecine du travail</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>7 100</b>	<b>37 100</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>7 100</b>	<b>37 100</b>
<b>Nouvelles missions transverses</b>	<b>2 490 247</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 490 247</b>	<b>1 820 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 820 000</b>
<b>Mission égalité, parité, diversité</b>	25 000			25 000	25 000			25 000
<b>Développement durable et responsabilité sociétale</b>	15 000			15 000	15 000			15 000
<b>Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance 2023-2025</b>	2 450 247			2 450 247	1 780 000			1 780 000
<b>Une université de service public</b>	<b>37 363 299</b>	<b>324 928 760</b>	<b>4 693 922</b>	<b>366 985 981</b>	<b>32 010 858</b>	<b>333 570 220</b>	<b>4 971 732</b>	<b>370 552 810</b>
<b>Masse salariale</b>	<b>1 055 000</b>	<b>324 600 000</b>	<b>0</b>	<b>325 655 000</b>	<b>1 034 500</b>	<b>333 200 000</b>	<b>0</b>	<b>334 234 500</b>
<b>Rémunérations personnels plafond 1 (postes nationaux)</b>	<b>200 000</b>	<b>309 000 000</b>		<b>309 200 000</b>	<b>279 500</b>	<b>316 900 000</b>	<b>0</b>	<b>317 179 500</b>
<i>Agents titulaires et contractuels sur postes de titulaires</i>	200 000	307 000 000			279 500	315 100 000		
<i>GVT</i>		2 000 000				1 800 000		
<b>Rémunérations personnels plafond 1 (décisions Etab)</b>		<b>15 500 000</b>		<b>15 500 000</b>	<b>50 000</b>	<b>16 200 000</b>		<b>16 250 000</b>
<b>Rupture conventionnelle</b>		<b>100 000</b>		<b>100 000</b>		<b>100 000</b>		<b>100 000</b>
<b>FIPHFP</b>	<b>670 000</b>			<b>670 000</b>	<b>500 000</b>			<b>500 000</b>
<b>Paies à façon TG</b>	<b>185 000</b>			<b>185 000</b>	<b>205 000</b>			<b>205 000</b>
<b>Dépenses des services</b>	<b>5 820 533</b>	<b>324 260</b>	<b>988 922</b>	<b>7 133 715</b>	<b>5 855 321</b>	<b>360 220</b>	<b>1 261 732</b>	<b>7 477 273</b>
<b>Logistique administrative</b>	<b>1 813 000</b>	<b>13 500</b>	<b>15 000</b>	<b>1 841 500</b>	<b>1 995 000</b>	<b>13 500</b>	<b>15 000</b>	<b>2 023 500</b>
<i>Services centraux</i>	955 000	13 500	15 000		955 000	13 500	15 000	
<i>Opérations déléguées - CNU</i>	100 000				100 000			
<i>Cotisations diverses</i>	200 000				230 000			
<i>Commissaires aux comptes</i>	70 000				75 000			
<i>Téléphonie</i>	38 000				10 000			
<i>Sûreté &amp; vidéoprotection</i>	450 000				625 000			
<b>Subventions attribuées</b>	<b>200 000</b>			<b>200 000</b>	<b>200 000</b>			<b>200 000</b>
<i>Fondation Unistra</i>	200 000				200 000			
<b>Politique du numérique</b>	<b>3 520 833</b>	<b>163 800</b>	<b>973 922</b>	<b>4 658 555</b>	<b>3 373 621</b>	<b>199 760</b>	<b>1 246 732</b>	<b>4 820 113</b>
<i>Dotation de fonctionnement</i>	493 743	163 800	554 720		548 986	199 760	582 025	
<i>Logiciels</i>	2 123 496				2 223 824			
<i>Data centre</i>	446 482		37 447		338 239		26 473	
<i>Jouvence (dt SBU)</i>	37 000		177 000		37 000		335 700	
<i>PAD/MAV</i>	125 000		120 000		50 000		80 000	
<i>OSIRIS</i>	295 112		84 755		175 572		222 534	
<b>Pass Campus</b>	<b>72 100</b>	<b>66 500</b>		<b>138 600</b>	<b>72 100</b>	<b>66 500</b>		<b>138 600</b>
<b>Alumni</b>	<b>45 000</b>			<b>45 000</b>	<b>45 000</b>			<b>45 000</b>
<b>Communication</b>	<b>169 600</b>	<b>80 460</b>		<b>250 060</b>	<b>169 600</b>	<b>80 460</b>		<b>250 060</b>

# Budget 2025

## PREVISIONS DE DEPENSES DE NIVEAU 1

OBJECTIFS STRATEGIQUES	Budget 2024			Total dotations 2024	Budget 2025			Total dotations 2025
	Fonctionnement	Personnel	Investissement		Fonctionnement	Personnel	Investissement	
<b>Politique immobilière</b>	<b>30 487 766</b>	<b>4 500</b>	<b>3 705 000</b>	<b>34 197 266</b>	<b>25 121 037</b>	<b>10 000</b>	<b>3 710 000</b>	<b>28 841 037</b>
<b>Fonctionnement DPI</b>	<b>76 500</b>	<b>4 500</b>		<b>81 000</b>	<b>50 000</b>	<b>10 000</b>	<b>5 000</b>	<b>65 000</b>
<b>Maintenance et entretien du bâti</b>	<b>1 870 000</b>		<b>2 700 000</b>	<b>4 570 000</b>	<b>1 870 000</b>		<b>2 700 000</b>	<b>4 570 000</b>
<b>Entretien locatif</b>	<b>3 417 666</b>			<b>3 417 666</b>	<b>3 526 037</b>			<b>3 526 037</b>
Contrats d'entretien et maintenance DPI	3 401 666				3 501 666			
dont IUT	193 666				193 666			
Service des sports	16 000				24 371			
<b>Fluides</b>	<b>20 976 000</b>			<b>20 976 000</b>	<b>15 500 000</b>			<b>15 500 000</b>
dont IUT	700 000				670 000			
<b>Travaux d'efficacité énergétique et de sécurité</b>			<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>			<b>1 000 000</b>	<b>1 000 000</b>
<b>Nettoyage (marché)</b>	<b>3 668 500</b>			<b>3 668 500</b>	<b>3 575 000</b>			<b>3 575 000</b>
dont IUT	118 500				125 500			
<b>Déménagements suite programme immobilier</b>	<b>20 000</b>			<b>20 000</b>	<b>70 000</b>			<b>70 000</b>
Centre sportif 2025					50 000			
SBU 2025	20 000				20 000			
<b>Prévention Sécurité Environnement</b>	<b>304 100</b>		<b>5 000</b>	<b>309 100</b>	<b>375 000</b>		<b>5 000</b>	<b>380 000</b>
<b>Equipes IGH + sécurité</b>	<b>155 000</b>			<b>155 000</b>	<b>155 000</b>			<b>155 000</b>
<b>Total dépenses décaissables</b>	<b>58 816 730</b>	<b>351 884 474</b>	<b>8 206 522</b>	<b>418 907 726</b>	<b>53 641 900</b>	<b>361 315 149</b>	<b>8 092 232</b>	<b>423 049 281</b>
<b>Dépenses non décaissables</b>	<b>46 400 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46 400 000</b>	<b>49 830 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>49 830 000</b>
<b>Provisions passifs sociaux</b>					<b>0</b>	<b>830 000</b>		
<b>Amortissements</b>	<b>46 400 000</b>			<b>46 400 000</b>	<b>49 000 000</b>			<b>11 900 000</b>
<i>amortissement et provisions nets</i>								
<b>Total général des dépenses</b>	<b>105 216 730</b>	<b>351 884 474</b>	<b>8 206 522</b>	<b>465 307 726</b>	<b>103 471 900</b>	<b>361 315 149</b>	<b>8 092 232</b>	<b>472 879 281</b>
<b>Total général des recettes</b>		<b>439 597 467</b>		<b>11 500 000</b>	<b>451 097 467</b>		<b>11 900 000</b>	<b>460 486 435</b>
<b>Variation du FR</b>				<b>-14 210 259</b>				<b>-12 392 846</b>

	N1N2 2024	N1N2 2025
Dépenses de fonctionnement (hors amort)	58 816 730	53 641 900
Dépenses de personnel	351 884 474	361 315 149
Amortissements et provisions	46 400 000	49 830 000
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>457 101 204</b>	<b>464 787 049</b>
Recettes de fonctionnement	404 697 467	410 656 435
Financements amortissements et reprises provisions	34 900 000	37 930 000
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>439 597 467</b>	<b>448 586 435</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>-17 503 737</b>	<b>-16 200 614</b>
<i>dont impact du N1-N2 sur le résultat</i>	<b>-17 076 231</b>	<b>-16 200 614</b>
<i>dont reprise de recettes gagées en année antérieure</i>	<b>-427 506</b>	<b>0</b>
Eléments de CAF	11 500 000	11 900 000
Dépenses d'investissement	8 206 522	8 092 232
<b>Variation du fonds de roulement</b>	<b>-14 210 259</b>	<b>-12 392 846</b>